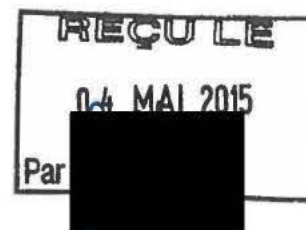


Québec, le 22 avril 2015.

PAR COURRIER ENREGISTRÉ



M^e Sonia LeBel
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion de contrats publics
dans l'industrie de la construction
600, rue Fullum,
Montréal, (Québec)
H2K 3L6

Objet: Réponse au Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*

Madame la Procureure en chef,

La présente constitue ma réponse au préavis de conclusions défavorables que vous m'avez communiqué par votre lettre du 16 mars 2015. Tel qu'indiqué dans ma correspondance du 30 mars dernier, je désire par la présente préciser les faits tel qu'ils ont été vécus dans le cours normal des opérations du Ministère.

Point 1: «De ne pas avoir agi lorsqu'informé de la possible corruption de Guy Hamel permettant ainsi sa perpétration;»

Je réfute totalement cette conclusion, car les propos qu'a tenus Monsieur P.A Fournier devant la Commission et par lesquels il m'implique dans cette affaire sont totalement erronés.

En effet, dans son témoignage du 23 avril 2014, M. Claude Paquet tient les propos suivants avec Me Ferland:

Q. [70] Bien, parce que ça c'est, pourquoi vous dites ça? Pourquoi on dit à un individu «calme-toi. »?

15 R. Bon, je vous mets dans le contexte. Une journée mon patron, monsieur Fournier, il arrive dans mon bureau, **il me dit, il est allé à une réunion à la DGMO** puis il me dit « On m'a fait un commentaire à l'effet que Guy... », on voyait souvent Guy Hamel avec les firmes d'ingénieurs.

Q. [71] Puis on est quand? On est en quelle année?

R. Bien, Guy Hamel, il me semble, il l'a situé en deux mille trois (2003) mais je pourrais pas, c'est pas mal dans ces années-là mais je pourrais pas situer une date exacte, là. Alors monsieur Fournier il me dit « Guy Hamel on le voit souvent, il va souvent dîner les midis avec les firmes d'ingénieurs puis il

y en a qui, ils trouvent que c'est peut-être exagéré, là. ». Ça fait que « O.K., j'ai dit, je vais rencontrer Guy puis je vais lui parler de la situation. »

Pour M. Paquet, c'était clair que **M. Fournier revenait d'une rencontre de la DGMO, c'est-à-dire la Direction générale de Montréal et de l'Ouest.**

Suite à une question de Me Lebel lors de son témoignage du 16 avril 2014, M. Guy Hamel relate

R. Bon c'était vers la fin de l'avant-midi, moi je sortais du bureau, c'est là que je le croise, il dit, ce que j'ai compris, **il arrivait de la direction générale** puis le commentaire qu'il me fait, il dit : « On vient de parler de toi, le directeur dit pas encore... » directeur général, en tout cas, ce que je pense, là, il dit : « C'est pas encore Guy Hamel dans... il dit, là, il dit, **peux- tu le calmer un petit peu ou...** »

Q. [451] Qu'est-ce qu'il vous dit réellement dans les faits? Il vous dit : « **Guy calme-toi** »?

Lors de son témoignage du 24 avril 2014, M. Paul-André Fournier répond ainsi à une question de Me C. Lussiaà-Berdou:

R. Ce dont je me souviens de façon précise, j'ai eu un appel du bureau du sous-ministre, avec une commande claire de tasser monsieur Hamel et ma réaction, ça a été de dire moi je veux bien, mais est-ce que vous avez un dossier? Est-ce que vous avez quelque chose de précis qui me permettrait de voir avec les ressources humaines et de le tasser? Et la réponse a été « non ».

Q. [970] Qui vous a communiqué ça?

R. C'était monsieur Roussy.

J'ignore totalement ce qui a pu amener Monsieur Fournier à m'impliquer dans cette histoire, ce que je nie totalement. Est-ce que la mémoire lui fait défaut ou agit-il par stratégie? M. Fournier ne situe plus l'échange d'information au sein d'une rencontre de la Direction générale de Montréal et de l'Ouest (DGMO) mais d'un appel venant du bureau du sous-ministre à Québec. Je trouve particulièrement invraisemblable et même insensé la partie suivante de son témoignage du 24 avril :

Q. [976] Vous demandez donc à monsieur Roussy s'il a un dossier sur lui?

R. Oui.

Q. [977] Ce dossier-là serait constitué où?

R. J'imagine au service des enquêtes.

Q. [978] Pas, donc pas au bureau de monsieur Roussy comme tel?

R. Le service des enquêtes était rattaché au bureau du sous-ministre. Monsieur Roussy était l'adjoint du sous-ministre. Donc c'est, c'est vraiment, c'est le même environnement, là.

Q. [979] Et on vous répond donc qu'il n'y a pas...

R. Non.

Q. [980] ... de dossier comme tel...

R. Non, non

Q. [981] ... Donc on vous laisse ça comme ça. « Tassez-le ».

J'ai occupé les fonctions d'adjoint au sous-ministre durant 14 ans et j'ai travaillé avec 5 sous-ministres différents. Comment occuper un poste de conseiller stratégique auprès de 5 sous-ministres en titre durant 14 ans et **travailler d'une façon aussi brouillonne**? J'invite la commission à consulter Me Daniel Morin du ministère de la Justice qui a travaillé à la direction des services juridiques du MTQ. Me Morin me connaît très bien. Durant plus de 15 ans, j'ai eu des discussions très fréquentes avec lui sur toutes les questions éthiques ou juridiques auxquelles le ministère a été confronté. Il connaît ma personnalité, mon caractère, l'importance que j'attache à l'éthique et à l'équité entre l'ensemble des fournisseurs du Ministère. Il connaît bien également l'importance que j'attache à l'intégrité du processus d'appel d'offres en vigueur au Ministère. Posez-lui la question à savoir si c'est ma façon d'agir et de me comporter face à un problème d'éthique.

J'ai témoigné devant la Commission et ai affirmé **sous serment** ce qui suit lorsque Me Crépeau m'a interrogé:

Q. [373] Si... on a entendu des alléga... des affirmations aussi qui ont été faites par monsieur Fournier, Paul-André Fournier, sur le traitement de... bon, monsieur Paquette, monsieur Hamel. Et je sais que vous voulez... vous avez quelque chose à dire là-dessus, sur la question d'un appel que vous auriez fait à monsieur Fournier en lui demandant de tasser monsieur Hamel.

R. J'ai aucun souvenir de cet événement-là, puis c'est impossible que je m'en rappellerais pas, vraiment impossible. C'est une situation exceptionnelle. Et monsieur Fournier **déclare en plus qu'il n'y a pas donné suite, ce qui est impossible**. Si j'avais été confronté à une information comme celle-là, j'aurais d'abord informé le sous-ministre, **je n'aurais pas contourné le directeur général concerné pour appeler directement le directeur**. C'est une situation qui est quand même très sérieuse. Si j'avais demandé de relever quelqu'un... parce que « tasser », s'il est pas capable de faire la job parce qu'il est corrompu, il peut pas faire une job à côté. Il aurait été relevé de ses

fonctions. Si j'avais demandé ça, ça... j'aurais eu des raisons sérieuses, fondées puis valables de le demander et la commande aurait été exécutée.

Q. [374] C'est ça. Vous auriez pas accepté un « non » là-dessus ou, en fait...

R. Absolument pas.

Q. [375] ... le sous-ministre n'aurait pas accepté un « non ».

R. Pas là-dessus puis sur... Quand le bureau du sous- ministre demande quelque chose...

Q. [376] C'est « on le fait ».

R. Absolument.

Q. [377] O.K. Alors, vous avez aucun souvenir de ça et ce n'est pas quelque chose que vous auriez fait en tout état de cause.

R. Non, puis j'aurais informé le sous-ministre, j'aurais donné un suivi au sous-ministre. Personne se rappelle de rien, alors... ça n'a pas arrivé.

Q. [378] Est-ce que vous... Oui.

LA PRÉSIDENTE :

Q. [379] Mais, est-ce qu'il y a un moment où vous avez appris justement relativement à ces personnes-là?

R. Jamais.

Q. [380] Non?

R. Non. Au service des enquêtes, on l'aurait élargie s'il avait fallu, là.

Q. [381] O.K.

Je n'ai **jamais** reçu d'informations à l'effet que Guy Hamel avait des relations de proximité avec le génie conseil et je n'ai **jamais** été informé de sa possible corruption. Si j'en avais été informé, il y aurait eu une enquête poussée et M. Guy Hamel aurait été congédié pour cause de rupture du lien de confiance entre lui et le Ministère. Je suis prêt à subir le test du polygraphe pour prouver que j'ai dit la vérité. Compte tenu que ce blâme ne correspond pas à la vérité des faits, il doit être rejeté.

Point 2 «De ne pas avoir dénoncé les pratiques collusoires dans les contrats de pavage;»

Le Ministère a la capacité de déterminer pour chaque projet de pavage s'il y a concurrence entre les usines en fonction de la distance qui sépare chacune d'elles du site de réalisation du projet. J'ai déclaré devant la Commission que le Ministère devrait être autorisé à recourir à l'approche du contrat tarifié quand son analyse conclut qu'il n'y a pas de concurrence entre les usines parce que la localisation du projet favorise une usine en particulier et ce, peu importe la valeur du contrat.

La réglementation en vigueur prévoyait que pour les projets inférieurs à 500 000\$, le Ministère pouvait utiliser l'approche de l'octroi d'un contrat tarifé là où la concurrence n'existait pas. Pour tous les contrats de pavage de plus de 500 000\$, il y avait appel d'offres public obligatoire. Des accords commerciaux relativement aux marchés publics seraient à la base de cette réglementation.

À l'analyse, beaucoup de résultats d'appel d'offres démontraient que le Ministère payait régulièrement plus cher que si on avait procédé par octroi d'un contrat tarifé. L'analyse démontrait également que l'usine la plus proche du projet de pavage obtenait le contrat parce qu'elle était favorisée substantiellement par des coûts de transport moindres que ses concurrents.

En novembre 2001, le budget du MTQ a été augmenté d'environ 500 M\$ pour contrer les effets économiques des événements de septembre 2001 à New York. Ce budget devait être affecté à des travaux additionnels réalisables pendant l'année budgétaire 2002-2003. Une forte proportion de ce budget a été affectée à la réalisation de projets de pavage, étant donné le temps de préparation beaucoup plus court (3 mois) que pour un projet routier même de faible envergure.

Compte tenu de la forte augmentation du carnet de commandes des usines d'asphalte qui allait générer cette augmentation du budget, et compte tenu de la problématique de concurrence dans le marché de l'asphalte, j'ai convaincu les autorités de faire une démarche au Conseil du trésor pour faire augmenter la limite à laquelle était assujéti le Ministère dans l'octroi des contrats tarifés d'asphaltage.

J'ai personnellement négocié au début de 2002, la possibilité d'octroyer en contrat tarifé des projets de pavage de 1 M\$ et moins et j'ai récidivé en début de 2003 pour obtenir l'autorisation pour des contrats tarifés de 2 M\$ et moins.

Durant toutes les années où j'ai agi comme adjoint du sous-ministre, j'ai accompli une multitude de démarches visant à améliorer la situation dans les contrats de pavage.

À la fin des années 1990 et au début des années 2000, j'ai fait établir une carte du Québec où était localisée chacune des usines d'asphalte accréditées pour travailler pour le Ministère. Sur cette carte, j'ai fait établir la zone géographique où les usines étaient en concurrence. Dans un marché normal, si un projet était localisé à l'intérieur de la zone, on pouvait aller en appel d'offres. Si le projet était

localisé en dehors de la zone délimitée "zone de concurrence", une usine donnée bénéficiait d'un avantage de proximité pour le projet.

Pour parfaire la délimitation du marché de la concurrence, j'ai fait ajouter sur cette carte un code couleur qui identifiait les usines apparentées et qui, par leur localisation, présentaient un faux marché de compétition, les usines appartenant à un même propriétaire.

Aux questions Q360 à Q368 de mon témoignage, j'ai indiqué que j'ai dénoncé aux autorités politiques le phénomène de la concentration de plusieurs usines dans les mains de deux propriétaires, la compagnie Sintra et la compagnie DJL. Cette dénonciation a été faite pour tenter de bloquer une autre acquisition par la cie Sintra dans la région de Porneuf.

Non, je n'ai pas dénoncé au Bureau de la concurrence les pratiques prétendument collusoires dans les contrats de pavage parce que je n'avais pas de preuves et que je ne disposais pas de moyens pour obtenir des preuves juridiquement valables. Dans le domaine de l'essence où les prix s'ajustent avec la précision de l'horloge, personne ne dénonce, ni le monde politique, ni le monde juridique, personne. Le fait d'observer des situations invraisemblables, le fait de croire que ça ne peut pas être le fruit du hasard ne constitue pas une preuve qu'un acte criminel a été commis.

La publication dans les médias d'actes de vandalisme et de l'attaque à la bombe contre un haut dirigeant de l'industrie n'ont pas suffi, il a fallu que des représentants de compagnies d'asphalte viennent avouer devant la Commission des pratiques collusoires dans leur industrie pour qu'une enquête soit entreprise par le Bureau de la concurrence.

J'ai témoigné devant la Commission que j'ai été au coeur de la dénonciation faite à la Sûreté du Québec relativement à l'octroi de contrats à ville de Laval, parce que c'est moi qui ai exigé du directeur des affaires juridiques du MTQ, qu'il appose sa signature sur des documents établissant la preuve, documents que François Beaudry et moi-même avons également signés et datés.

Malgré une preuve solide à l'effet que le résultat de 10 appels d'offres publics était connu avant l'ouverture des soumissions, il a fallu, près de 7 ans après notre dénonciation, l'intervention des journalistes d'enquête pour obtenir que les choses bougent enfin.

De tous les fonctionnaires du Gouvernement du Québec, **je suis, sans l'ombre d'un doute**, celui qui a fait le plus pour civiliser le marché de l'asphalte. Même à la retraite, j'ai poursuivi mes efforts. Dans les jours qui ont suivi la nomination de M. Jacques Duchesneau au poste de chef de l'unité anti-collusion (UAC) au MTQ, j'ai rencontré ce dernier pendant plus de 3 heures pour lui faire part de différentes problématiques vécues au MTQ, notamment en dénonçant la problématique vécue au Ministère dans le marché de l'asphalte. Un témoin exerçant la profession d'avocat était également présent à cette rencontre.

Mon témoignage devant la Commission a aussi démontré que, lorsque la preuve a été établie en février 2003, que le marché de la construction était organisé à ville de Laval, et comme ce sont les mêmes entrepreneurs qui font affaire avec le Ministère, le marché était potentiellement organisé au MTQ, j'ai demandé dans certains cas qu'on déroge au règlement qui interdit de négocier avec le plus bas soumissionnaire, lorsqu'il y a plus d'un soumissionnaire, afin d'obtenir un prix inférieur à 110% du prix estimé. Une telle attitude m'apparaît tout à fait légitime dans un marché qu'on soupçonne de s'adonner à la collusion, même si on ne dispose pas de preuves. Mais il est également une illustration des efforts que j'ai déployés pour protéger le Ministère contre un marché de la construction potentiellement organisé.

En mon âme et conscience, j'ai **tout fait** pour limiter les effets néfastes de la réglementation gouvernementale qui oblige le Ministère à utiliser l'appel d'offres public pour les contrats de pavage d'un coût supérieur à 500 000\$ (avant 2009). J'ai dénoncé les effets mais comme gestionnaire, je ne pouvais quand même pas contester ouvertement un règlement approuvé par le Gouvernement.

Il serait des plus ironiques qu'un blâme me soit servi à ce sujet, compte tenu de tous les efforts que j'ai faits au nom de l'intérêt public.

Point 3: «De ne pas avoir donné suite au rapport défavorable de François Beaudry sur les réclamations liées au lot 2 du rond-point de l'Acadie et d'avoir recommandé à Florent Gagné de signer l'approbation des travaux supplémentaires.»

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) stipule que:

17. Un contrat peut être modifié lorsque la modification en constitue un accessoire et n'en change pas la nature.

Toutefois, dans le cas d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification qui occasionne une dépense supplémentaire doit de plus être autorisée par le dirigeant de l'organisme public. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une telle modification. Dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut cependant excéder 10% du montant initial du contrat.

Malgré le deuxième alinéa, une modification ne requiert pas d'autorisation lorsqu'elle résulte d'une variation du montant sur lequel doit s'appliquer un pourcentage déjà établi ou, sous réserve de l'article 12, d'une variation d'une quantité pour laquelle un prix unitaire a été convenu.

2006, c.29, a. 17; 2012, c.25, a. 7

Dans les travaux du chantier du rond-point l'Acadie, la firme d'ingénieurs conseil qui préparait les plans et devis et qui surveillait les travaux, a suggéré aux gestionnaires concernés de la direction territoriale de modifier la séquence des travaux de manière à réduire les impacts sur l'usager et de profiter de la signalisation et autres éléments de sécurité déjà installés pour réduire les coûts globaux du projet.

La modification de la séquence des travaux consistait à devancer la réalisation de murs de béton prévus initialement plus tard dans la séquence de réalisation du projet. Les autorités de la direction régionale concernée ont interprété cet ajout d'ouvrage comme une augmentation de quantité et donc payable selon le prix soumissionné au bordereau des prix apparaissant au contrat.

La procédure interne du ministère prévoit que dans l'exécution d'un contrat de construction, s'il y a dépassement des quantités pour un item pour lequel il existe un prix au bordereau des prix soumissionnés, le directeur territorial a le pouvoir d'autoriser les travaux et leur paiement.

La procédure du MTQ prévoit également que si le coût du dépassement des quantités est plus élevé que 1M\$, un document C.O. additionnel doit être transmis au sous-ministre aux fins d'information. Ce document explique la réalité qui a été vécue sur le chantier au moment de la réalisation des travaux.

Lors de la réception du C.O. pour information du sous-ministre, j'ai pris connaissance du document et ma compréhension a été qu'il ne s'agissait pas

d'une augmentation de quantité mais plutôt d'un ajout de travaux imprévus au contrat existant. J'ai consulté M François Beaudry qui était du même avis. J'ai donc requis des autorités de la direction générale de Montréal et de l'Ouest qu'on prépare un C.O. pour signature du sous-ministre.

Je rappelle que dans mon témoignage relatif au rond-point l'Acadie, j'ai indiqué avoir fait une demande d'enquête. Voici à cet effet, la transcription de celui-ci:

Q. [279] Alors parlez-moi du rond-point l'Acadie du point de vue de monsieur Roussy. Alors, vous savez, on en a parlé ici longuement, le lot 1, le lot 2, l'ajout de murs, des murs de soutènement, qui vont être considérés soit comme des imprévus ou soit comme des quantités supplémentaires et... Qu'est-ce... Comment ce dossier-là est abouti chez vous, comment vous l'avez traité, qu'est-ce que vous avez fait avec ça?

R. C'est un dossier où il y avait aussi eu une **demande d'enquête**, de mémoire, et qui avait pas donné de... ui avait été à peu près comparable à Décarie, qui avait pas donné de résultat.

Sur réception du C.O., j'ai demandé à M. Beaudry de vérifier le dossier, **ma préoccupation étant beaucoup plus axée sur la justification des travaux imprévus que sur le mode de paiement à utiliser pour payer ceux-ci**. Cette demande a donné lieu à la note que celui-ci m'a adressée le 9 mai 2003 dans laquelle il indiquait avoir besoin d'informations additionnelles.

Cette note a été transmise à la direction générale avec la demande de fournir l'information demandée. Une note datée du 20 mai 2003 adressée à M. Hinse de la part de Paul-André Fournier a été transmise au bureau du sous-ministre. Le rapport fait référence à la non-conformité du mode de paiement. Lorsque j'ai demandé de produire un C.O. pour signature du sous-ministre, j'ai par conséquent indiqué que je refusais la thèse des quantités additionnelles et qu'il s'agissait, selon ma compréhension, de travaux imprévus au contrat, ce pourquoi la signature du sous-ministre était requise. La direction territoriale a donné suite à ma demande par la préparation d'un C.O. pour la signature du sous-ministre, C.O. qui fait référence à des travaux imprévus plutôt qu'à un dépassement de quantité tel qu'allégué dans le C.O. pour fins d'information..

En ce qui concerne la gestion des travaux imprévus, trois recommandations sont formulées; pour chacune d'entre elles, j'y ajoute mes commentaires.

Recommandation 1:

Poursuivre les démarches déjà amorcées afin d'évaluer selon des critères objectifs la performance des firmes mandatées pour la préparation des plans

et devis ainsi que pour la surveillance de chantier.

Commentaires à la R1:

Lorsque j'ai quitté le MTQ en juin 2008, les travaux du groupe de travail étaient très avancés et se poursuivaient toujours.

Recommandation 2:

Former un groupe de travail ayant comme mandat d'identifier des mesures permettant le partage de risques avec les firmes mandatées pour la surveillance. Ceci, principalement afin d'inverser la situation actuelle où l'ampleur des travaux imprévus augmente dans une même proportion les honoraires versés.

Commentaires à la R2:

J'ai indiqué, lors de mon témoignage à la Commission que je n'ai pas donné suite à cette recommandation de créer un groupe de travail parce que j'étais profondément convaincu que le ministère de la Justice n'accepterait pas de restreindre la responsabilité professionnelle des firmes de génie conseil par une formule de partage de risques avec le MTQ. Le MTQ a, par le passé (avant 2003) envisagé de soumettre un cas spécifique de réclamation sur un contrat informatique à la décision exécutoire d'un arbitre spécialisé en règlement de conflits commerciaux et cette approche nous a été refusée de manière très ferme de la part du ministère de la Justice (fin de non recevoir).

Recommandation 3:

Suite à l'élaboration de ces pistes de solutions, les soumettre à nos partenaires (mandataires) afin qu'ils les bonifient ou qu'ils proposent de nouvelles approches rencontrant les mêmes objectifs de responsabilisation.

Commentaires à la R3:

Il existe déjà une table permanente d'échange entre le MTQ et le génie-conseil où sont discutés tous les changements de pratiques, de fonctionnement ou autres éléments de gestion impliquant les parties.

Dans sa recommandation sur la non-conformité du mode de paiement, M. Beaudry indique: «Je ne peux recommander à M. Beaulieu de signer le C.O. sans que le sous-ministre adjoint l'informe des mesures correctives apportées afin d'éviter la répétition de ce type d'erreurs.»

Dans la note du 26 novembre, que Paul-André Fournier adresse à M. Liguori Hinse, ce dernier spécifie:

«En termes de mesures à mettre en place afin qu'une telle situation ne se reproduise plus, il y a lieu de suggérer de consulter le SGC (Soutien de la

Gestion contractuelle) pour les cas douteux ou marginaux, comme nous l'avons fait pour le contrat de l'île-aux-Tourtes, cette année. De même, le SGC pourrait apporter une clarification à cette notion de «quantités supplémentaires», s'il le juge approprié.

De plus, nous souscrivons aux trois (3) recommandations du BSM quant à :

- l'évaluation de la performance des mandataires;
- la mise au point d'une formule de partage de risques (ou alternativement, d'une plus grande responsabilisation des concepteurs-surveillants) avec nos mandataires (mais pas pour la raison invoquée par M. Beaudry);
- consultation de l'industrie du Génie-conseil sur ces éléments.

Nous suggérons cependant de considérer également que, pour réduire le nombre d'avenants, il faut travailler en amont, à une meilleure préparation des projets. Il suffit d'ajouter des ressources.

Enfin, la DT a engagé plusieurs actions importantes, visant à améliorer sa performance en terme de préparation et de réalisation des projets :

- mise en place du module «Conception», afin de dédier des ressources à la préparation des projets, en vue d'une meilleure qualité de préparation;
- réalisation d'un document définissant les attentes de la DT en termes de surveillance, en complément au « Guide de Surveillance » du MTQ;
- élaboration en cours d'un guide de gestion des contrats de services professionnels, destiné à nos chargés de projets et ajout de clauses nous permettant de nous référer davantage sur la classification ISO de nos fournisseurs de services professionnels;
- effort majeur de restructuration de la DT (incluant un balisage important d'autres grands donneurs d'ouvrage comparable) et révision de nos processus internes de gestion de projets;
- participation active à la SAI-GPR (trois (3) projets à la DTÎM);
- mise en place d'équipes de projets multidisciplinaires.»

J'ai considéré que ces engagements étaient de nature à satisfaire les conditions exigées pour la signature du sous-ministre.

Considérant que la direction territoriale a mis en place et dans certains cas, travaillait à mettre en place des mesures visant l'amélioration de sa performance;
Considérant que les travaux sont complètement réalisés;

Considérant que les travaux sont payés puisque l'entrepreneur a complété les travaux demandés par le MTQ, au prix prévu au bordereau des prix soumissionnés;

Considérant que dans ce contexte, la signature du sous-ministre n'a pas pour but d'autoriser la réalisation ou le paiement de travaux puisque les gestes en question sont déjà posés;

Considérant que la signature du sous-ministre ne fait que régulariser le mode de paiement des travaux, ces derniers étant payés comme des travaux imprévus au contrat plutôt que d'être traités comme un dépassement de quantité;

Considérant que, contrairement aux soupçons plus sérieux qui pesaient contre les intervenants extérieurs à la Fonction publique dans le marché de la construction routière, aucun geste répréhensible de la part du personnel de MTQ n'a été porté à notre attention.

En conséquence, j'ai recommandé au sous-ministre de fermer le dossier en signant le C.O. pour travaux imprévus. Ce CO a été exigé par le bureau du sous-ministre pour satisfaire aux exigences de la loi.

Dans le rapport de François Beaudry, la question de la signature du C.O. est une question accessoire comme en témoigne M. Beaudry lui-même lors de son témoignage devant la Commission tel que reproduit ci-après.

Q. [450] Et vous, vous étiez pas d'accord avec ça?

R. En fait, à mes yeux, ça m'apparaît comme un détail, là, dans le sens suivant.

C'est que moi, on m'a remis le document, on m'a dit « tu analyses ça », « tu analyses les dépassements de façon générale et tu nous fournis tes commentaires suite à ça ». Et donc, dans le contexte que vous connaissez maintenant, il s'agissait pour moi de voir si ce cas-là représentait effectivement un exemple où il y a à la fois collusion et information connue au préalable...

Q. [451] Privilégiée.

R. ... de façon indue. Donc, **toutes les interprétations administratives, pour être franc avec vous, là...**

Q. [452] **C'est pas vraiment ce qui vous intéressait.**

R. ... c'était pas une préoccupation pour moi.

Q. [453] Et pour vous, ça demeure encore aujourd'hui un détail. Est-ce que ça nécessitait ou pas une signature, pour vous, ça demeure toujours un détail, n'est-ce pas?

R. Bien heureusement que ça en... Heureusement qu'on l'a eue, là, mais...

Q. [454] Je comprends.

R. ... **c'est ça, à l'époque, c'était pas ma préoccupation.**

Q. [455] Et c'était pas déterminant pour vous dans votre analyse.

R. Absolument.

En septembre 2004, lorsque j'ai recommandé à M. Gagné de fermer le dossier du lot 2 du rond point l'Acadie au plan administratif en signant le C.O., j'étais informé que le rapport de François Beaudry était dans les mains de la Sûreté du Québec et que les représentants du Vérificateur général avaient été rencontrés et informés du dossier. La signature du sous-ministre n'avait aucun impact juridique, elle n'empêchait aucun recours éventuel contre des fonctionnaires, des firmes de génie conseil ou des entrepreneurs corrompus. Accessoirement, elle permettait la fermeture du dossier au système informatique de suivi du courrier.

Très sérieusement, **je ne sais pas ce que j'aurais pu faire de plus** pour donner suite au rapport de M. Beaudry. Je crois que ma démarche dans tout ce dossier a été prudente, responsable et respectueuse du contexte du temps, lequel a été amplement exposé devant la Commission.

En conséquence, je crois que ce blâme est injustifié et doit être rejeté.

Après avoir si longuement attendu et souhaité la création de cette Commission, j'ai entrepris avec enthousiasme et plein d'espoir de collaborer aux travaux de cette dernière. Jamais je n'aurais cru possible ni même imaginable d'être identifié comme faisant partie des bandits en cravate qui y ont défilé. Ce n'est pas seulement incroyable et injuste, ça dépasse l'entendement.

Lorsque j'ai pris ma retraite en juin 2008, j'ai adressé aux autorités du Ministère un court message que vous trouverez en annexe. C'est le souvenir que je garde et que je continuerai de garder de ma carrière dans la Fonction publique québécoise.

Je vous prie d'agréer, madame la procureure en chef, l'expression de mes sentiments distingués.

[Redacted signature]

Gilles Roussy

Affirmé solennellement devant moi à Québec, ce 1 mai 2015

[Redacted signature]

p.j.



De : "Roussy, Gilles" [REDACTED]@mtq.gouv.qc.ca>
Date : 4 juin 2008 10:53
À : "& BSM1-Cabinet" <[REDACTED]@mtq.gouv.qc.ca>
Objet : La retraite

Vous le savez sans doute, je quitterai le Ministère le 5 juin prochain. Une carrière qui m'a amené beaucoup de satisfaction et procuré un sentiment d'avoir fait le maximum.

J'ai travaillé au cours des 20 dernières années, avec 14 cabinets politiques différents et j'ai tenté à chaque occasion de créer une relation de confiance avec chacun d'eux.

J'ai apprécié travailler avec vous tous, je l'ai fait avec confiance en tentant de vous fournir le meilleur éclairage possible. Ma plus grande satisfaction est de partir non seulement avec la conviction profonde mais avec la certitude d'une conduite éthique irréprochable.

J'ai aimé la fonction publique et lui ai accordé toute mon attention et le plus grand respect.

Bonjour et bonne chance à vous tous,

Gilles Roussy